

Des défenseurs des droits reprochent à l'UE la reprise de son aide au Burundi

@rib News, 10/02/2022 Source AFP Plusieurs groupes de la société civile burundaise en exil ont reproché à l'Union européenne la reprise son aide financière directe au Burundi, alors que ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs continue selon eux de piétiner les droits humains.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

L'UE avait suspendu en 2016 les appuis financiers directs à l'administration burundaise, y compris budgétaires, pour sanctionner des violences meurtrières lors d'une grave crise politique. Mais elle avait maintenu intégralement son soutien financier à la population. L'UE a fait savoir que sa décision de reprendre l'aide directe - dans le sillage de Washington qui a levé des sanctions individuelles en novembre - "est l'aboutissement du processus politique pacifique entamé lors des élections générales de mai 2020" qui ont porté Evariste Ndayishimiye à la tête du Burundi, après le soudain du président Pierre Nkurunziza. Mais 15 organisations burundaises en exil ont fait part dans une déclaration commune de leur "déception" en l'apprenant. "Aucun progrès significatif n'a été constaté dans le domaine des droits humains dans le pays" et "aucun des éléments sur lesquels l'Union européenne attendait des avancées (...) n'a fait l'objet de véritables réformes", indiquent les signataires. "Le régime burundais a changé de rhétorique, mais on n'observe pas de changement sur le terrain", souligne dans ce texte Dieudonné Bashirahishize, membre du Collectif des avocats pour la Défense des victimes (CAVIB). Selon les signataires, les violations des droits de l'Homme ont continué ces dernières années, "y compris des meurtres, des arrestations arbitraires, et des cas de violences sexuelles", le tout en "totale impunité : les autorités sont souvent au courant ou à l'origine des violations et les responsables ne sont que très rarement traduits en justice". L'annonce en 2015 de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, considéré comme illégal par l'opposition et qu'il a finalement obtenu, avait plongé le pays dans une grave crise politique, marquée par des exécutions sommaires, disparitions, détentions arbitraires, tortures et violences sexuelles visant les voix dissidentes. Les violences ont fait au moins 1.200 morts et poussé à l'exil quelque 400.000 Burundais. M. Bashirahishize estime que "la levée des sanctions risque d'avoir des conséquences négatives" en étant perçue par les autorités burundaises comme une approbation de la part de l'UE de sa politique répressive. Les 15 organisations appellent notamment l'UE à maintenir les sanctions individuelles contre les responsables de violations. Une commission d'enquête de l'ONU a estimé en septembre que la situation des droits humains ne s'améliorait pas au Burundi depuis l'élection de M. Ndayishimiye. "L'espace démocratique reste très étroit, l'impunité persiste et il n'y a aucune indication que le nombre de violations des droits de l'Homme ait baissé sous le nouveau gouvernement", a-t-il ajouté.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});